

Webinaire Enedis - Lancement des RI – 25/11/19

Questions/Réponses apportées en séance

Date du webinaire : 25/11/19 de 10h30 à 12h

Q1 : L'appel à contribution fait référence à des services fournis par des "clients" raccordés aux réseaux. Le service doit-il être fourni directement par un consommateur? Quelle place du responsable d'équilibre dans ce dispositif. Un fournisseur/agrégateur peut-il répondre à l'appel à manifestation ?

R1 : Les consommateurs et les agrégateurs peuvent répondre. La place du responsable d'équilibre sera traitée dans les concertations à venir début 2020. Un GT conjoint RTE-Enedis sera dédié à cette question.

Q2 : Les fournisseurs peuvent-ils répondre pour leurs consommateurs ?

R2 : Tout acteur de marché (au sens de responsable d'équilibre) peut répondre.

NB : on considère comme « acteur de marché » tout acteur qui est adossé à un responsable d'équilibre (cf. code de l'énergie). Ce responsable d'équilibre peut être lui-même ou un acteur tiers.

Q2 : Les RE peuvent répondre, et les consommateurs peuvent répondre ... Il me semble que la cohabitation des deux systèmes ne sera pas triviale. Mais je note que ce sera traité dans une consultation ultérieure

Q3 : Pour les zones où la valeur de la flexibilité/capacité de flexibilité nécessaire est variable, l'outil de recherche par PDL indiquera-t-il le volume des flexibilités nécessaires en fonction de la localisation du PDL?

R3 : La puissance demandée par Enedis sera communiquée par zone. Ainsi que la durée du besoin.

Q4 : A quelle étape de la concertation ces informations seront-elles communiquées?

R4 : Ces informations seront communiquées lors des appels d'offre.

Q5 : Le recensement d'intérêt n'est-il que pour les zones spécifiés ou n'importe où ?

R5 : Uniquement sur les 6 zones.

Q6 : D'autres zones en France font l'objet de renforcement. Comment ont été sélectionnées ces zones ?

R6 : Enedis teste en 2019 un processus couvrant pour la 1ère fois la chaîne entière (identification d'opportunités, appels d'offres, activation, contrôle du réalisé, ...) et sur des situations réelles (et non simulées comme dans beaucoup de démonstrateurs). Ce processus est expérimental, sans viser à être exhaustif ou reproduit sous la même forme de manière pérenne.

Enedis a analysé en profondeur les dossiers d'investissements à la maille Postes Sources pour les années 2019 et 2020 au regard des opportunités de services de flexibilités. Certains dossiers ont été écartés car ne pouvant être substitués par des flexibilités : sûreté réseau, obsolescence de matériels, etc.

Après étude de ces dossiers, 3 dossiers à décider en 2019-2020 peuvent permettre d'envisager un bénéfice net potentiel en valeur collective pour un service de flexibilité.

Les 3 cas « en conduite » ne font pas nécessairement l'objet de travaux d'investissements à envisager à « court terme » mais représentent des situations « significatives » sur lesquelles Enedis souhaite apprendre à utiliser des flexibilités.

Ces cas permettront à Enedis et ses parties prenantes de capitaliser du retour d'expérience.

Q7 : Dois-je comprendre que les 6 zones sélectionnées à intérêt présentent leurs meilleures potentielles économiques ? Ainsi, les valorisations qui seront proposées par ENEDIS seront les plus élevées dans les fourchettes indiquées (ex : 24 €/kW/an pour le report d'investissement) ?

R7 : Les 6 zones correspondent aux zones pour lesquelles Enedis a identifié des opportunités de flexibilité. La valeur de l'investissement n'est pas un élément qui est rentré en ligne de compte dans le choix des zones de RI : seule la capacité des flexibilités à rendre un service potentiellement utile, au réseau de distribution a été étudiée. La valeur du service dépendra naturellement de la nature des services de flexibilité pouvant être proposés et de leur coût.

Q8 : Pourriez-vous faire un REX sur le cadre de l'article 199 à Fourmanoir ?

R8 : Le REX de l'article 199 n'est pas public à date.

Les éléments publics sont disponibles sur le site de la CRE à l'adresse suivante : <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbaton/Approbaton-d-un-contrat-de-flexibilite-locale-sur-le-reseau-de-distribution>

La flexibilité du site contractualisé dans le cadre de l'article 199 a été utilisée pour deux activations tests sur l'hiver 2018-2019.

L'appel au marché sur les 6 cas tests intègre les éléments du REX.

Q9 : Est-ce qu'un opérateur n'ayant pas encore de sites éligibles peut répondre au recensement d'intérêts quand même ?

R9 : Oui, il peut répondre au recensement d'intérêt. Un rapide mode opératoire sera mis à disposition sur le site des RI dans la partie documentation.

Q10 : Comment doit-on procéder lorsqu'on est opérateur ?

R10 : Comme cela est expliqué par la suite, il est possible d'ajouter des sites de manière unitaire (quel que soit la puissance souscrite ou installée du site) ou en masse si les sites ont une puissance souscrite de moins de 250kVA.

Il est possible d'ajouter des sites qui ne sont pas encore raccordés mais qui pourraient être disponibles sur la période décrite pour chaque zone du Recensement d'Intérêt.

Q11 : Pourquoi ne pas avoir proposé une cartographie des opportunités de flexibilité bâtiment par bâtiment, de façon à ce qu'elle soit utilisable pour le démarchage des clients (quitte à noter en "zone grise" les rares bâtiments desservis pas plusieurs départs)

R11: Nous mettons à disposition un outil qui permet d'identifier les PDL qui ont un intérêt pour les flexibilités locales. Dans certains cas (notamment en urbain dense), un bâtiment peut être alimenté par plusieurs départs, et tous ces départs ne seraient pas forcément éligibles.

De plus une question se pose sur la possibilité de fournir cette information dès lors qu'il est possible d'identifier un client particulier à partir de cette cartographie sans que ce dernier ait donné son consentement : une information bâtiment par bâtiment implique qu'une maison individuelle pourrait être indiquée sur la carte et cela reviendrait à donner son adresse postale. Cette information est une Données à Caractère Personnel qui ne peut être fournie sans le consentement explicite du client.

Q12 : En cas de défaillance du transformateur du site de Moussac, quel est le temps de réponse attendu du service de flexibilité? Des solutions de flexibilité rapides (capable d'entrer en action en moins d'une seconde) seront-elles mieux valorisées que des solutions plus lentes (secondes ou minutes).

R12 : Le délai de mobilisation sur le réseau de distribution en cas d'incident pour le site de Moussac est de l'ordre de quelques minutes.

Le délai de mobilisation pourra être un élément de l'interclassement des offres mais ne jouera pas sur la rémunération de cette dernière.

Pour plus d'information, Enedis invite à consulter le rapport « Valorisation Economique des Smart Grids », § 7.3 « Utilisation de flexibilités pour des problématiques de soutirage en conduite et en exploitation ».

Q13 : Serait-il possible d'avoir un aperçu du/des formulaires au format pdf par exemple, afin de connaître les champs demandés après le remplissage des coordonnées ?

R13 : Nous adresserons un fichier Excel avec les champs à remplir.

Q14 : Pourriez-vous réexpliquer la justification du lauréat unique pour le report d'investissement ?

R14 : Il s'agit d'un choix de simplification fait par Enedis dans un 1er temps, notamment du fait de complexité contractuelle (lié au cas de la défaillance d'un des acteurs). Ce choix contractuel permet également de maximiser la part fixe rémunérant l'acteur qui se rend disponible sur la période

d'engagement du service. Le principe de lauréat unique repose aussi sur l'idée que la fonction d'agrégation, si elle est nécessaire, est assurée par l'offreur..

Q15 : Est-ce que des sites ont déjà été repérés pour fournir les services demandés dans les 6 zones concernées ?

R15 : Nous avons identifié des zones. Il appartient aux acteurs et/ou sites de se faire connaître dans le cadre des recensements d'intérêt.

Q16 : Pourriez-vous expliciter le schéma d'appel à des flexibilités et de contractualisation pour les contrats S3REnr ?

R16 : Ce n'est pas l'objet de cette présentation. Dès que les conditions réglementaires seront réunies, nous programmerons une réunion spécifiquement sur ce thème.

Q17 : Dans les règles du marché présentées en slide 7, il n'est pas fait mention d'un critère environnemental. Pouvez-vous confirmer que, par exemple, les émissions de CO2 du service proposé ne seront pas prises en compte dans la sélection des offres ?

R17 : A ce stade, oui nous vous confirmons que cette composante n'est pas prise en compte pour le choix des flexibilités locales.

Q18 : N'y a-t-il pas d'autres zones qui pourraient être intéressantes ?

R18 : Le nombre de situations d'appel au marché est amené à croître fortement. Si un cadre réglementaire des S3REnr le permet, des services de flexibilité pourraient concerner à terme plusieurs dizaines de postes sources. Les cas de renforcement pour des contraintes en soutirage devraient rester rares dans les prochaines années (croissance faible de la consommation).

Intégrer les flexibilités locales dans le modèle industriel d'Enedis représente une évolution majeure. Beaucoup de processus, SI et métiers sont impactés par le changement, pour Enedis et ses parties prenantes. Pour Enedis, cela requiert :

1. Développer des méthodes pour identifier, valoriser et activer les flexibilités : Enedis s'assure de la pertinence coûts / bénéfices d'une flexibilité au regard des autres leviers à sa disposition ;
2. Conditions sine qua non : intégrer les caractéristiques des flexibilités dans les activités de conduite du réseau, continuer à assurer la protection des personnes et des ouvrages, et se coordonner avec RTE puisque le gisement de flexibilité est commun ;
3. Construire un cadre de règles et processus, en concertation avec les parties prenantes ;
4. Intégrer un portefeuille de flexibilités et leur cycle de vie (conception & exploitation des réseaux, contractualisation, suivi du réalisé).
5. Adapter les systèmes d'information : les flexibilités traversent l'ensemble des chaînes logicielles d'Enedis.

6. Conduire le changement et gérer la transition pour assurer la transformation de l'outil industriel en maîtrisant son niveau de performance lors du déploiement des flexibilités.

Enedis analyse les contraintes du réseau et exprimera les opportunités de flexibilités, partout où elles peuvent être utiles au réseau, et à mesure qu'elles pourront être insérées dans ses processus opérationnels.

Comprendre et capitaliser la connaissance des services pouvant être offerts par les acteurs à ces mailles locales, apprécier leur efficacité et leur fiabilité figurent aussi parmi les enjeux du processus RI/AO expérimental lancé par Enedis en novembre et sont également une nécessité pour envisager une industrialisation future des flexibilités.

Q19 : Pourquoi le critère environnemental n'est-il pas requis pour toutes les offres quelle que soit la zone ?

R19 : Les services de flexibilité seront mis en concurrence avec les autres leviers à disposition d'Enedis (investissement et / ou meilleure stratégie technico-économique pendant la conduite du réseau) : seuls comptent le service rendu et son prix pour apprécier la valeur d'un service de flexibilité pour le réseau de distribution.

Aujourd'hui, Enedis reste absolument neutre économiquement sur la nature des services qui lui seront proposés.

Q20 : Pouvez-vous ré expliquer le besoin dans le Cantal : Est-ce bien de l'injection de Réactif en plus sur le créneau de production solaire ou de la consommation de Réactif ? Quel est exactement le souci sur le plan de tension ?

R20 : C'est de l'absorption de réactif liée à des problèmes de tension haute.

NB : une modification a été apportée aux slides présentés en séance afin de rendre l'opportunité sur la zone du Cantal plus explicite.

Q21 : Afin de faciliter l'utilisation du "coche agrégateur", serait-il possible qu'Enedis demande aussi au client l'autorisation d'utiliser ces données à toutes fins de flexibilité (en laissant les deux cases au choix du client) ?

R21 : Non, les autorisations relatives à la transmission de données ne sont pas mutualisables. Ni Enedis ni un client ne peuvent présupposer le périmètre de « à toutes fins » : or un client doit être capable d'identifier le périmètre de son accord.

Q22 : Pour l'absorption de réactif, il est attendu un prix au MVar ou un prix du service à l'année ?

R22 : Le cas REFLEX Cantal étant adossé à un cas report d'investissement, le prix devrait être décomposé en une part fixe (engagement de résultat) et une part variable. Les modèles de contrat seront discutés en début d'année 2020. Les aspects rémunération, tests, pénalités, etc. seront abordés à ce moment-là.

Q23 : Y a-t-il déjà des méthodes envisagées pour le contrôle du réalisé ? En particulier concernant le cas d'usage "écrêtement" dans le cas des énergies renouvelables. A ma connaissance, les méthodes utilisées dans le mécanisme d'ajustement ne sont pas encore adaptées aux renouvelables.

R23 : Il y aura un GT dédié au contrôle du réalisé en janvier prochain. Le cas des S3RENr dépend également d'un feu vert réglementaire.

Q24 : Ai-je bien compris : il y a un lauréat unique par zone ?

R24 : Le lauréat unique est prévu pour les cas de report d'investissement. Dans le cas de flexibilité en appui à la conduite, les offres partielles, dès lors qu'elles sont supérieures à 500kVA seront autorisées.

Q25 : Une offre pourrait-elle être acceptée sur la base d'une capacité partiellement installée (diffuse), qu'on s'engagerait à compléter pour la fin de la période de contractualisation ?

R25 : Au moment de l'attribution, Enedis comparera de manière équitable les différentes offres. Enedis rappelle que la fiabilité des services de flexibilité est impérative : si une flexibilité ne se s'active pas quand appelée, il y aura in fine des coupures d'alimentation. Les modalités pour challenger a priori cette fiabilité avec une capacité partiellement installée au moment de l'attribution sont en cours d'instruction.

Q26 : Dans l'ensemble des cas (sauf Reflex Cantal), vous valorisez pareillement l'effacement et l'injection de puissance active ?

R26 : Oui, selon le même principe de neutralité technologique. Ainsi, la valeur potentielle du service est dépendante du service offert et de son coût, non de sa technologie.

Q27 : Intégrez-vous les GRD de rang 2 dans vos réflexions en tant qu'acteurs (présence de Production sur le GRD de rang 2, ou effacement possibles) ?

R27 : Les GRD de rang 2 ne sont pas des acteurs potentiels sur les zones proposées.